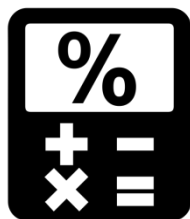


PLF 2017 : un budget électoraliste plein d'artifices comptables



Le quinquennat des promesses non tenues en matière financière et budgétaire

“ Retour à l'équilibre budgétaire en 2017 ”

(Hollande 2012)

→ Le déficit est prévu à **70** milliards d'euros. Le Haut Conseil des finances publiques juge le déficit « improbable » et pense qu'il sera dépassé, alors qu'était promis un retour à l'équilibre budgétaire dès 2017.

“ Pas de hausse d'impôt pour 9 Français sur 10 ”

(Ayrault 2012)

→ Les ménages ont subi une hausse d'impôt de **35** milliard d'€ entre 2012 et 2017.

→ **30 %** des foyers fiscaux, avant tout les familles et les actifs, ont supporté **90 %** de cette somme.

→ Le taux des impôts et taxes sera passé de 43,8 % en 2012 à **44,5 % du PIB** en 2017

“ Mise en place d'une grande réforme fiscale ”

(Hollande + Valls 2014)

→ 103 hausse et créations fiscales, 48 baisses et suppressions... **55 nouvelles taxes et hausses d'impôts mises en place sans cohérence !**

“ 50 milliards d'économies de 2014 à 2017 ”

(Hollande + Valls 2014)

→ La cour des comptes estime que seulement 12 milliards d'économies ont été réalisés... Dans le PLF 2017, le gouvernement ne s'engage plus que sur des « moindres dépenses sur l'avenir »...

L'ÉDITO

Le Sénat a décidé de rejeter en bloc le projet de loi de Finances pour 2017.

Après deux mois d'examen en commission, des centaines d'heures de travail et la publication d'une trentaine de rapports, le constat est sans appel : jamais depuis l'entrée en vigueur de la LOLF un budget n'a été aussi insincère. Jamais les artifices comptables n'ont été aussi nombreux. Jamais les dépenses n'ont été sous-évaluées à ce point.

Le gouvernement mise sur une reprise économique l'année prochaine pour trouver des recettes imaginaires.

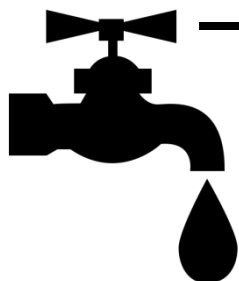
Bilan des opérations : Bercy omet d'inscrire 20 milliards d'euros supplémentaires, les impôts continuent d'augmenter et les dépenses ne sont toujours pas maîtrisées.

Cette manœuvre rend le budget illisible et nuit profondément à la sincérité des débats. Le gouvernement reste sourd aux critiques et aux propositions du Sénat pour corriger sa copie.

La Haute Assemblée a ainsi collectivement estimé qu'il était nécessaire de tirer la sonnette d'alarme et d'envoyer un signal fort pour conclure ce quinquennat qui aura tant mis les finances de nos territoires, de nos entreprises et de nos familles à mal sans aucun résultat économique sur le front de l'emploi et de la croissance

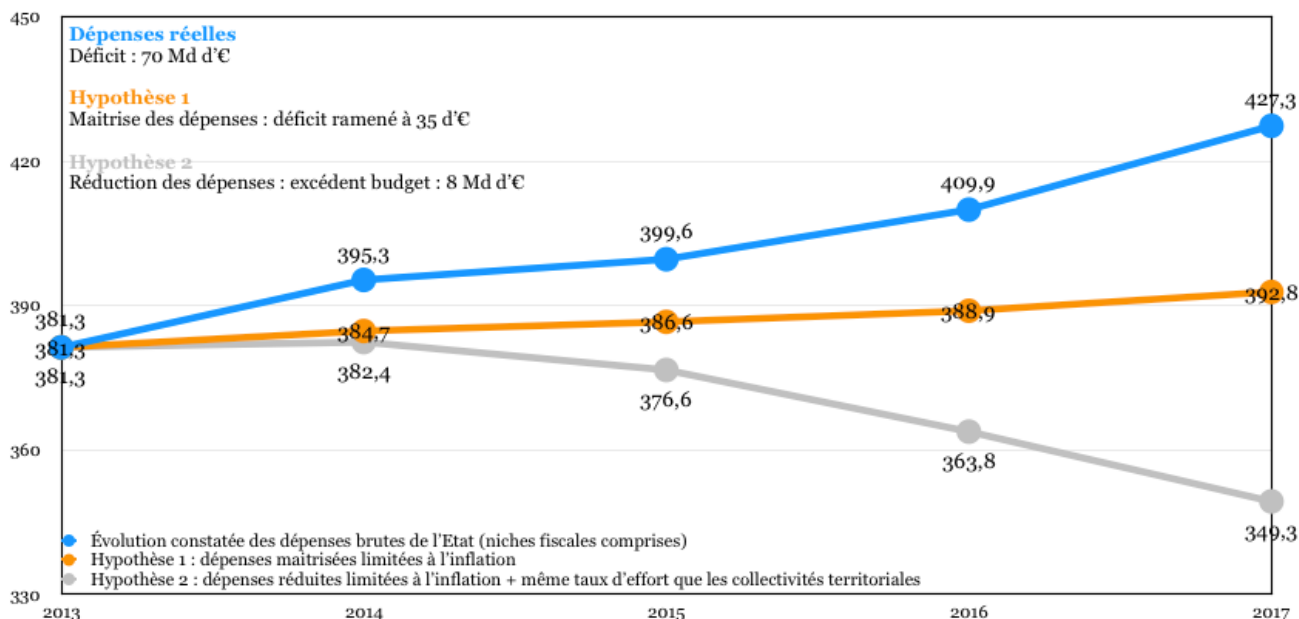
Fidèlement,

Olivier Cadic



Le robinet de la dépense publique est grand ouvert

Et si l'Etat s'était imposé les mêmes efforts que ceux imposés aux collectivités ?



Une réduction de la dépense publique est indispensable

Une réduction de la dépense publique est indispensable pour le retour à l'équilibre budgétaire. Il y a, sur ce sujet, un désaccord profond avec le gouvernement qui se contente d'une simple « maîtrise » des dépenses.

Les dépenses n'ont pas été maîtrisées

De 2012 à 2017, les dépenses publiques ont augmenté en moyenne de 1,7 %, soit deux fois plus que l'inflation ! Elles devraient augmenter de 7,4 milliards d'euros en 2017. La masse salariale de l'Etat progresse à nouveau de 4 % du fait de l'augmentation du point d'indice et des effectifs (+ 14 000 équivalents temps plein inscrits en 2017).

En 2017, le gouvernement dépense à tout va !

- **Des cadeaux électoraux pour 10 milliards** : ce budget prévoit des cadeaux électoraux en 2017 et 2018, représentant environ 10 milliards d'euros, à un niveau jamais vu, avec de l'argent que le gouvernement n'a pas et les Français non plus, il va donc falloir encore emprunter !
- **Des sous-budgétisations chroniques** : elles sont évaluées par la commission des finances du Sénat entre 1,5 et 2,5 milliards d'€ pour 2017. Le gouvernement sous-estime systématiquement des dépenses récurrentes : opérations extérieures, hébergement d'urgence, contrats aidés, aide médicale d'Etat, infrastructures de transport ferroviaire...
- **Des dépenses de 2017 qu'il faudra payer en 2018** : le gouvernement utilise largement des artifices comptables et des reports de dépenses à l'après-présidentielle : les dépenses

prévues en 2017 sont ainsi reportés à 2018.

- **Des bombes à retardement** : la recapitalisation d'entreprises du secteur de l'énergie, Areva et EDF, à hauteur de 6 à 7 milliards d'€, aura aussi des incidences sur le solde public. Autre bombe à retardement : le remboursement des sommes déjà collectées au titre de la taxe à 3 % sur les dividendes, remise en questions par le Conseil Constitutionnel. Enjeu : 8 milliards !

Une estimation sincère, hors bombes à retardement, devrait augmenter le montant des prévisions de dépenses pour 2017 de 11 à 13 milliards d'€.

- **Et, en plus, les collectivités trinquent** : depuis 2014, le gouvernement a prélevé 27 milliards d'€ sur les collectivités. Initialement, cela devait être 28 milliards, mais un cadeau fiscal récent a réduit la note de 1 milliard.



Des prévisions trop optimistes qui gonflent les recettes

Choc fiscal de 2012 : des effets catastrophiques

Si les compteurs sont à peu près revenus à zéro côté entreprises (les augmentations d'impôts de 2012 étant compensés par le CICE), il n'en est pas de même pour les ménages : l'impôt sur le revenu rapportera 14 milliards de plus en 2017 qu'en 2012, alors que seulement 44 % des foyers seront imposés en 2017, ils étaient 50 % en 2012.

Des recettes fiscales surévaluées

Les prévisions très optimistes de la croissance, de la consommation et des créations d'emplois entraînent une surestimation des recettes, évaluée par la commission des finances du Sénat entre 3,5 et 6 milliards d'€. La TVA notamment connaît une hausse spontanée de son rendement de 5 milliards d'€ que le Ministre du Budget ne sait pas lui-même expliquer.

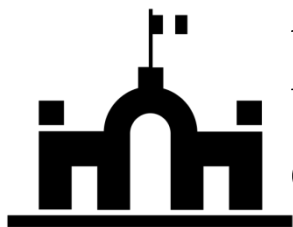
Des astuces fiscales pour améliorer les comptes

Le gouvernement et sa majorité réalisent plusieurs tours de passe-passe en termes de trésoreries, permettant d'améliorer le solde des comptes publics, par 1,2 milliard d'euros de recettes de 2018 en 2017 :

- 500 millions de majoration d'acompte d'IS
- 300 millions d'acompte de la majoration de TASCOM
- 400 millions d'acompte de prélèvement forfaitaire

Une estimation sincère devrait minorer le montant des prévisions de recettes pour 2017 de 5 à 7 milliards d'€.





le quinquennat des occasions ratées

Le gouvernement a bénéficié d'un environnement favorable exceptionnel (le fameux « alignement des planètes ») :

- Des taux d'intérêt très bas, voire nuls
- Un pétrole à bas prix
- Une inflation nulle
- Un taux de change €/ \$ favorable

Hélas, il n'en a pas profité pour faire des réformes structurelles que l'on attend toujours.

Le déficit est toujours à 70 milliards d'€. C'est l'ensemble des recettes de l'impôt sur le revenu. Pour revenir à l'équilibre, il faudrait passer la TVA de 20 % à 30 % ! La dette va continuer à s'aggraver en 2017. Elle approchera les 2 200 milliards d'€. Entre 2012 et 2017, la dette aura augmenté de 350 milliards d'€.



Le Sénat est dans son rôle en dénonçant un tel budget

Depuis deux mois, le Sénat examine la Loi de Finances 2017. Une trentaine de rapports parlementaires et autant d'avis sont en cours de publication après des centaines d'heures d'examen par la commission des Finances et les autres commissions permanentes.

Après tout ce travail, il apparaît que :

- 11 à 13 milliards d'€ auraient dû être rajoutés dans les dépenses
- 5 à 7 milliards d'€ auraient dû être enlevés dans les recettes

Avec ces corrections, le déficit 2017 devrait être plus proche de 90 milliards d'€ que des 70 annoncés par le gouvernement.

Par ailleurs, depuis plusieurs années, le gouvernement ne tient pas compte du travail du Sénat et écarte systématiquement toutes ses propositions budgétaires ou financières.

Dans ces conditions, le Sénat est parfaitement dans son rôle en tirant le signal d'alarme et en signifiant au gouvernement qu'un projet de budget aussi bancal est à minima insincère, sinon inconstitutionnel.

Il est inacceptable en l'état.

Au regard du calendrier politique national, le vrai débat budgétaire aura lieu en juillet lors de la présentation du PLFR pour 2017 qui suivra les arbitrages que les citoyens auront rendus dans le cadre de l'élection présidentielle et des élections législatives. Ce débat suivra la clôture des comptes de l'année de l'année 2016 et permettra donc au Parlement de bénéficier d'une image fidèle des comptes.

Contacts

+33 (0)1 42 34 14 66
o.cadic@senat.fr